

Réduisons la fracture entre les deux jeunesses musulmanes

C'est l'absence de vie communautaire qui permet au djihadisme de prospérer. Il faut créer davantage de liens entre les jeunes musulmans qui réussissent et ceux qui se cherchent et tombent parfois dans la radicalisation

Par HUGUES LAGRANGE

La publication par le président du CNRS d'un recensement de travaux qui vont de la ségrégation spatiale à la recherche linguistique, intitulé « Recherches sur les radicalisations », m'a surpris. Si la nécessité d'éclairer le monde politique sur les auteurs des violences terroristes ne fait pas de doute, la capacité des sciences sociales de le faire aujourd'hui est modeste. Considérée comme illégitime en France, une sociographie des acteurs/ auteurs de violences qui puisse prétendre à une représentativité fait défaut.

L'hypothèse de la radicalisation reprise dans le titre du rapport a été défendue brillamment par le politologue Olivier Roy, parfois sans nuances. Radicalisation de qui, d'abord ? Les acteurs sont-ils exclusivement, comme l'affirme Roy, membres de la seconde génération ? Il y a dans des proportions mal connues des troisièmes générations (s'il y en a moins, il faut pondérer ce fait parce que la réussite scolaire est meilleure dans la troisième génération). Les acteurs, convertis ou issus de l'immigration musulmane, sont, dit-il, en conflit avec la culture de leurs parents et avec la société hôte ? Certes, mais bien peu de jeunes en conflit avec la culture de leurs parents et avec la société deviennent terroristes.

Que le ralliement à Daech, après d'autres enseignes terroristes, soit opportuniste ne fait pas de doute. Pour autant, penser le terrorisme récent sans référence au théâtre moyen-oriental et aux migrations du Sud dans une Europe chancelante paraît intenable. Peut-on occulter le fait que les conduites des jeunes issus des migrations musulmanes en Europe, puis les violences et le terrorisme, dont ils sont aussi acteurs, se sont développés parallèlement à la dérive de l'islam et aux guerres civiles qui ensanglantent les sociétés du Moyen-Orient ?

LES « PRINTEMPS ARABES » N'ONT PAS ENTRAÎNÉ D'ENTHOUSIASME, VOIRE D'INTÉRÊT, DE LA PART DE CES JEUNES

La toile de fond, c'est la « contre-réforme » qui se déploie depuis trente à quarante ans au Moyen-Orient, notamment dans les sociétés baasistes. Celle-ci a pris une puissance à proportion de l'effondrement de l'Etat et de son appropriation clanique. L'accroissement de la polarisation sunnites/chiites est associée à cette désintégration. A quoi s'ajoute, à travers l'échec des « printemps arabes », la disparition de ce qui aurait pu être une transformation politique démocratique des sociétés du Moyen-Orient et susciter un élan de la part des jeunes issus de l'immigration musulmane dans nos quartiers.

On se réfère souvent, pour expliquer la puissance de l'aspiration djihadiste en France, au fait que la « communauté musulmane » serait marginalisée. A mon sens, le problème est qu'il n'y a pas de communauté. Une élite composée de jeunes issus de l'immigration notamment maghrébine est entrée dans les institutions et a investi la vie politique jusqu'au plus haut niveau ; une fraction importante des jeunes de la « deuxième » et plus encore de la « troisième » génération est diplômée et a acquis des positions de responsabilité dans le privé comme dans le public. Parallèlement, ce sont, depuis plus de trois décennies maintenant, les mêmes quartiers d'où viennent ces jeunes qui nourrissent l'échec scolaire, le chômage et un certain nombre de dérives (drogue, délinquance) et qui servent de cadre de vie à une autre fraction de la jeunesse, elle aussi issue de l'immigration maghrébine et sahélienne.

CULTURE ET RELIGIOSITÉ

Aucune institution communautaire, aucun mouvement de jeunes musulmans ne fédère ces deux jeunesses. Pas plus en Belgique, aux Pays-Bas – dont les populations immigrées ont des parentés avec la nôtre – qu'en France, l'ensemble des jeunes issus de l'immigration musulmane ne partagent un destin commun. Les « printemps arabes » n'ont pas entraîné d'enthousiasme, voire d'intérêt, de la part de ces jeunes, alors même qu'en Grèce et en Espagne le mouvement des « indignés » s'est explicitement inspiré de ces « printemps ». Parce qu'en France et dans l'Europe du Nord, à la différence des pays du sud de l'Europe, la jeunesse diplômée et les non-diplômés forment deux mondes complètement séparés. Parmi les acteurs du 13 novembre, il y a d'abord des jeunes qui ont grandi dans ces cités, ont frayed avec la petite délinquance et nourri au fil des ans une haine de l'Occident. Les marginaux sont devenus des salafistes, les salafistes des djihadistes, les djihadistes des kamikazes d'Allah. L'islam ne s'est pas emparé d'une radicalité disponible comme une substance toujours présente dans nos sociétés ; les violences extrêmes sont l'expression d'une terrible dérive, d'une course à l'abîme, pas un registre d'action sociale.

Culture et religiosité sont complètement mêlées. Ce qui est affirmé en embrassant cet islam radical, c'est à la fois une « dignité » retrouvée, un mode de



SYLVE SERPHEX

vie alternatif à celui de la modernité occidentale et un sens, par le sacrifice de soi et le meurtre d'autrui. Un déficit de sens travaille, en effet, les jeunesses d'Europe, qui, plus d'un demi-siècle après la seconde guerre mondiale, n'ont guère de raison de s'enthousiasmer. Pour ceux qui ont un emploi ou une famille, la « vie ordinaire » peut paraître acceptable faute d'être exaltante. Pour ceux qui sont en échec, l'aspiration à une dignité et à la reconnaissance passe par une nouvelle forme de nihilisme. A l'instar d'une fraction de la jeunesse allemande dans la République de Weimar humiliée par le traité de Versailles, ils sont à la recherche d'absolu, de pureté. Quand une fraction des jeunes adoptent un credo identitaire nationaliste et xénophobe, les jeunes en échec des quartiers pauvres et immigrés trouvent une rédemption dans l'islam radical. La religiosité fournit une réponse aux incertitudes et au mépris, c'est le chemin de la « vie droite », d'une vie « bien gouvernée ». Ils aspirent à retrouver les certitudes qu'apportent les sociétés closes, patriarcales, où l'on épouse sa cousine, où l'innova-

tion est sacrilège. Ce n'est pas l'islam de leurs parents qui les attire mais un monde manichéen qui s'incarne dans les figures héroïques de combattants nomades d'Al-Qaïda, puis dans le « call-fat » de Daech.

LE VIRAGE SÉCURITAIRE

Dans les années 1980, la protestation des enfants d'immigrés venus des pays musulmans s'est inscrite dans les cadres politiques existants. Ainsi la « marche des beurs » de 1983 a été accueillie et soutenue par les partis de gauche. Les émeutes urbaines, avec moult incendies de voitures et de bâtiments publics, traduisent une rupture avec les institutions, l'attrait d'un idiome salafiste et des discours djihadistes. Cet idiome est encore ambivalent. Nous connaissons maintenant une troisième phase avec le passage au terrorisme ; et nous, Occidentaux, avons une responsabilité, car les incohérences de nos interventions ont permis l'émergence de Daech et ses succès militaires.

Les événements de Cologne et de beaucoup d'autres villes d'Allemagne,

LES VIOLENCES EXTRÊMES SONT L'EXPRESSION D'UNE TERRIBLE DÉRIVE, D'UNE COURSE À L'ABÎME, PAS UN REGISTRE D'ACTION SOCIALE

en janvier, ont multiplié l'effet sécuritaire de l'impact des attentats de novembre. Je ne veux pas les comparer mais souligner qu'ils se sont conjugués pour affaiblir l'idéal que représentent des sociétés ouvertes. Je trouve détestable leur exploitation pour fermer la porte aux réfugiés qui y sont dans leur écrasante majorité étrangers, et non moins lamentable l'instrumentalisation du discours féministe contre les immigrés. Pour autant, cela ne doit pas nous interdire la réflexion. Il ne s'agit pas de débordements liés à la boisson, mais de violences asymétriques dans l'espace public commises par des hommes, pas nécessairement demandeurs d'asile, issus de pays musulmans dans leur grande majorité. Certes, parmi les migrants et demandeurs d'asile, il y a un sex-ratio déséquilibré, c'était aussi vrai dans l'immigration algérienne en France des années 1960-1970. L'« éternel oriental » n'est pas en cause, mais une régression historique récente, un déclin de la civilité des mœurs inquiétant pour l'Europe.

Que faire ? Sur le plan social, l'enjeu est de réduire la fracture entre ces deux jeunesses, c'est-à-dire, premièrement, de favoriser la déségrégation sociale des quartiers immigrés sans prétendre en même temps rétablir une mixité culturelle (c'est-à-dire remettre les disqualifiés des « banlieues de l'islam » en contact avec des modèles de réussite de ces mêmes banlieues) ; deuxièmement, de mener une politique active pour l'emploi des moins éduqués ; troisièmement, d'accueillir la diversité au lieu de se focaliser sur le voile ou d'autres aspects légitimes d'expression de la diversité culturelle qui froissent les musulmans. Enfin, comme le dit un jeune blogueur, « la solution ne peut venir que de nous, de l'intérieur », par une dénonciation de l'imposture : ce que beaucoup d'imams de France font, redonnant à la religion le rôle qui est le sien de conjurer la violence. ■

Hugues Lagrange, né en 1951, est sociologue et directeur de recherche au CNRS. Il a notamment publié « En terre étrangère ; vies d'immigrés du Sahel en Ile-de-France » (Gollima, 2013) et « Le Dini des cultures » (Seuil, 2010).